

Initiateur(s)

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2023 sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

Article budgétaire	Ent.	Alloc. de base	SEC	De		Vers	
				CE	CL	CE	CL
JB0-1JBB2AB-PR	JB0	1JB104	0100	860	860		
JB0-1JAB2ZZ-LO	JB0	1JA100	1100			764	764
JB0-1JAB2ZZ-WT	JB0	1JA104	1211			57	57
JB0-1JAB2ZZ-WT	JB0	1JA103	1211			39	39
Total				860	860	860	860

Art. 2. Le ministre flamand ayant l'emploi et l'économie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 avril 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/43756]

6 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, modifié par le décret du 1^{er} décembre 2022, les articles 4/1, 18/1, 21/1, 22/1, 26/1, 27/1, 28/1, 29/1, 29/2, 30/1, 37/1, 40/1, 44/1 et 48/1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables ;

Vu le « test genre » du 25 octobre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 novembre 2022 ;

Vu l'avis n^o 276/2022 de l'autorité de protection des données, donné le 21 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la Commission communautaire des partenariats, donné le 19 janvier 2023 ;

Vu l'avis n^o 73.118/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre des Maisons de justice ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er} — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, les modifications suivantes sont apportées :

1. au 3^o, les mots «la direction de l'Administration générale des Maisons de justice» sont remplacés par les mots «l'administration du Gouvernement de la Communauté française» ;

2. le 5^o est abrogé ;

3. le 7^o, rédigé comme suit, est ajouté :

« 7^o période de subventionnement : période visée à l'article 33, § 3, du décret pour laquelle un partenaire est subventionné au sein d'un triennat de subventionnement et dont la durée varie entre un an et deux ans. ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « actions, » est inséré entre les mots « les » et « activités » ;
2. au paragraphe 1^{er}, 5^o, le mot « restauratrice » est ajouté après les mots « aide à la communication ».

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté, les mots « notifie sa décision » sont remplacés par les mots « l'administration notifie la décision ministérielle ».

Art. 4. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. L'agrément prend effet le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la décision du Ministre et est octroyé jusqu'au terme du sextennat d'agrément en cours. ».

Art. 5. A l'article 15 du même arrêté, le mot « actions, » est inséré entre les mots « des » et « activités ».

Art. 6. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. au 2^o, les mots « plan d'action » sont remplacés par les mots « plan de mise en conformité » ;
2. un 3^o rédigé comme suit est inséré entre le 2^o et l'ancien 3^o, devenant le 4^o : « 3^o le maintien de l'agrément ou l'octroi d'un ultime délai de maximum six mois visés à l'article 28, § 2, du décret ; ».

Art. 7. A l'article 17 du même arrêté, les mots « article 31 » sont remplacés par les mots « article 32 ».

Art. 8. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « 15 octobre » sont remplacés par les mots « 1^{er} octobre » ;
2. les mots « d'agrément concerné » sont remplacés par les mots « de subventionnement ou la période de subventionnement concernée ».

Art. 9. L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. § 1^{er}. Pour être recevable, la demande de subventionnement comprend :

1^o pour le premier triennat de subventionnement : un plan financier couvrant le triennat de subventionnement et mettant en évidence le lien entre la subvention sollicitée et l'utilisation qui en sera faite dans le cadre de l'exécution des prestations demandées, ainsi que le nombre annuel de prises en charge que le partenaire souhaite exécuter ;

2^o pour le deuxième triennat de subventionnement : le nombre annuel de prises en charge que le partenaire souhaite exécuter.

§ 2. La demande de subventionnement introduite pour la première fois pour le deuxième triennat de subventionnement ou au cours de celui-ci, comprend, pour être recevable, le nombre annuel de prises en charge que le partenaire souhaite exécuter et le plan financier visé au paragraphe 1^{er}, 1^o.

§ 3. Sans préjudice des paragraphes 1^{er}, 1^o, et 2, lorsque les Commissions d'aide juridique introduisent leur demande de subventionnement pour le premier triennat de subventionnement ou pour la première fois pour le deuxième triennat de subventionnement ou au cours de celui-ci, elles doivent démontrer, sous peine d'irrecevabilité, qu'elles respectent les conditions prévues à l'article 18, à l'exception du 9^o, du décret. ».

Art. 10. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. L'administration propose au partenaire un objectif annuel de prises en charge par prestation dans chaque arrondissement judiciaire concerné pour toute demande de subventionnement introduite pour :

1^o le premier triennat de subventionnement ;

2^o toute période de subventionnement s'inscrivant dans le premier triennat de subventionnement ;

3^o toute demande de subventionnement introduite pour la première fois pour le deuxième triennat de subventionnement ou au cours de celui-ci.

La proposition de l'administration tient compte du nombre annuel de prises en charge figurant dans la demande de subventionnement ainsi que de l'analyse triennale visée à l'article 32 du décret.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour le triennat de subventionnement débutant le 1^{er} janvier 2024, la proposition de l'administration tient compte du nombre annuel de prises en charge figurant dans la demande de subventionnement, des rapports d'activités rendus par le partenaire ainsi que de toutes les informations dont l'administration dispose en ce qui concerne les missions offertes et les besoins des justiciables dans l'arrondissement judiciaire concerné.

Le partenaire dispose d'un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification de la proposition pour formuler ses observations.

Le ministre fixe le montant annuel de la subvention ainsi que l'objectif annuel de prises en charge pour les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sur la base de la proposition de l'administration et des éventuelles observations du partenaire.

§ 2. Pour le second triennat de subventionnement, à l'exclusion des partenaires visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, l'administration transmet au ministre les demandes des partenaires accompagnées d'un avis circonstancié relatif à l'objectif annuel de prise en charge.

Cet avis tient compte notamment :

- du nombre annuel de prises en charge figurant dans la demande du partenaire ;
- de l'analyse triennale visée à l'article 32 du décret ;
- d'une analyse des éléments d'information récoltés et contextualisés lors du suivi des prises en charge tel que prévu à la section 4 ;
- des rapports annuels rendus par le partenaire au cours du premier triennat de subventionnement.

Le ministre fixe le montant annuel de la subvention sur la base de l'objectif annuel de prises en charge fixé conformément à l'article 33. ».

Art. 11. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Le ministre statue sur la demande de subvention et notifie sa décision au partenaire au plus tard le 15 décembre qui précède le triennat de subventionnement ou la période de subventionnement concerné.

Le subventionnement prend effet le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la décision du ministre visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 12. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. § 1^{er}. L'exécution d'une mission se décline en prestations, comportant chacune plusieurs phases :

- 1° la phase préalable ;
- 2° la phase d'activation ;
- 3° la phase d'exécution ;
- 4° la phase de clôture.

Le ministre détermine les prestations à effectuer suivant le justiciable concerné ou les modalités d'exécution de chaque mission, ainsi que le contenu de chaque phase visée à l'alinéa 1^{er} pour chaque prestation.

§ 2. Une prise en charge est comptabilisée à partir de la phase d'activation visée au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 13. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « La subvention unitaire accordée par prise en charge est déterminée par le ministre de manière à permettre la couverture, pour chaque prestation, des frais visés à l'article 31, alinéa 3 du décret, à engager par le partenaire pour l'exercice des missions pour lesquelles il est agréé ou des obligations qui y sont liées. » ;

2. à l'alinéa 2, le mot « décembre » est remplacé par le mot « août ».

Art. 14. L'article 24 du même arrêté est abrogé.

Art. 15. L'article 25 du même arrêté est abrogé.

Art. 16. A l'article 26 du même arrêté, les mots « article 31 » sont remplacés par les mots « article 32 ».

Art. 17. L'article 27 du même arrêté est abrogé.

Art. 18. A l'article 32 du même arrêté, les mots « triennat d'agrément » sont remplacés par les mots « triennat de subventionnement ».

Art. 19. L'article 33 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Au plus tard le 15 décembre de la dernière année du premier triennat de subventionnement, le ministre fixe l'objectif annuel de prises en charge pour le deuxième triennat de subventionnement, sur la base notamment de :

- 1° la demande du partenaire ;
- 2° l'avis circonstancié de l'administration visé à l'article 20, § 2, du présent arrêté ;
- 3° l'analyse des éléments d'information récoltés et contextualisés lors du suivi des prises en charge tel que prévu à la présente section ;
- 4° les rapports annuels rendus par le partenaire au cours du premier triennat de subventionnement ;
- 5° l'analyse triennale visée à l'article 32 du décret. ».

Art. 20. A l'article 36 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot « judiciaires » est ajouté après les mots « au suivi des décisions » ;
2. à l'alinéa 1^{er}, 6°, le mot « restauratrice » est ajouté après les mots « aide à la communication » ;
3. à l'alinéa 2, le mot « six » est remplacé par le mot « trois » ;
4. un troisième alinéa est ajouté, libellé comme suit : « Délégation est donnée au ministre pour désigner les membres de la Commission communautaire des Partenariats. ».

Art. 21. Au sein du même arrêté, il est inséré un chapitre 7/1 intitulé « Traitement des données à caractère personnel ».

Art. 22. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est introduit un article 50/1 rédigé comme suit :

« Art. 50/1. § 1^{er}. En exécution des articles 18/1, § 1^{er}, 26/1, 27/1, 28/1 et 29/1 du décret et dans le cadre de l'application des articles 2 à 7, les données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° personne(s) de contact du partenaire pour l'agrément :

- nom et prénom ;
- adresse électronique ;
- numéro de téléphone ;
- fonction ;

2° personne(s) membre(s) de l'organe de gestion ou d'administration du partenaire :

- nom et prénom ;
- fonction ;

3° personne(s) membre(s) du personnel du partenaire :

- nom et prénom ;
- fonction ;
- qualifications ;
- ancienneté ;
- échelle barémique ;
- missions et tâches exercées ;

- diplôme ;
- expérience professionnelle.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant 10 ans. ».

Art. 23. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/2 rédigé comme suit :

« Art. 50/2. En exécution § 1^{er} de l'article 21/1 du décret et dans le cadre de l'application de l'article 14, § 1^{er}, les données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° personne(s) responsables(s) :

- nom et prénom ;
- adresse électronique ;

2° les justiciables :

- numéro de dossier unique ;
- code postal ou commune du lieu de résidence ;
- année de naissance ;
- nécessité d'avoir un interprète ;
- lien avec d'autres justiciables ;
- établissement pénitentiaire ou de défense sociale pour les auteurs détenus ;
- année d'incarcération ;
- genre ;
- type d'infraction commis ;
- type de violence subi par la victime ;
- année des faits ;
- peine ou mesure prononcée ;
- date de la décision judiciaire ;
- maison de justice où le justiciable est éventuellement suivi ;
- type d'aide demandé ;
- motif de clôture de la prise en charge.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant 13 ans. ».

Art. 24. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/3 rédigé comme suit :

« Art. 50/3. En exécution du § 1^{er} de l'article 22/1 du décret et dans le cadre de l'application de l'article 14, § 2, les données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° le(s) membre(s) du personnel :

- nom et prénom ;
- fonction ;
- statut (équivalent temps plein ou autre) ;
- diplôme ;
- formation(s) suivie(s) dans le cadre de l'exécution des missions ;
- date de début et de fin de contrat ;
- prestations réalisées ;
- période d'interruption ;
- source(s) de financement ;
- ancienneté pécuniaire ;

2° les justiciables :

- problématiques et besoins spécifiques.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant 10 ans. ».

Art. 25. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/4 rédigé comme suit :

« Art. 50/4. § 1^{er}. En exécution du § 1^{er} de l'article 29/2 du décret et dans le cadre de l'application des articles 11, 12 et 16, les données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° personne(s) de contact du partenaire pour l'agrément :

- nom et prénom ;
- adresse électronique ;
- numéro de téléphone ;
- fonction ;

2° personne(s) membre(s) du personnel du partenaire :

- nom et prénom ;
- fonction ;
- qualifications ;

- ancienneté ;
- échelle barémique.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant 10 ans. ».

Art. 26. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/5 rédigé comme suit :

« Art. 50/5. § 1^{er}. En exécution du § 1^{er} de l'article 30/1 du décret et dans le cadre de l'application des articles 18 à 20, les données traitées sur la personne habilitée à représenter le partenaire sont les suivantes :

- nom et prénom ;
- adresse électronique ;
- numéro de téléphone ;
- fonction.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant 13 ans. ».

Art. 27. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/6 rédigé comme suit :

« Art. 50/6. § 1^{er}. En exécution du § 1^{er} de l'article 37/1 du décret et dans le cadre de l'application de l'article 34, les données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° personne(s) responsable(s) :

- nom et prénom ;
- adresse électronique ;
- numéro de téléphone ;

2° justiciables :

- numéro de dossier unique ;
- code postal ou commune du lieu de résidence ;
- année de naissance ;
- nécessité d'avoir un interprète ;
- lien avec d'autres justiciables ;
- établissement pénitentiaire ou de défense sociale pour les auteurs détenus ;
- année d'incarcération ;
- genre ;
- type d'infraction commis ;
- type de violence subi par la victime ;
- année des faits ;
- peine ou mesure prononcée ;
- date de la décision judiciaire ;
- maison de justice où le justiciable est éventuellement suivi ;
- type d'aide demandé ;
- motif de clôture de la prise en charge.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant 13 ans. ».

Art. 28. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/7 rédigé comme suit :

« Art. 50/7. § 1^{er}. En exécution du § 1^{er} des articles 40/1, 44/1 et 48/1 du décret, les données traitées sont les suivantes :

- nom et prénom ;
- adresse électronique ;
- numéro de téléphone.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant une durée équivalente à la durée du mandat de chaque personne désignée en application des articles 41, 45 et 49 du décret. »

Art. 29. Dans le chapitre 7/1, introduit par l'article 21 du présent arrêté, il est inséré un article 50/8 rédigé comme suit :

« Art. 50/8. § 1^{er}. En exécution du paragraphe 2 des articles 18/1, 21/1, 22/1, 29/2, 30/1, 37/1, 40/1, 44/1 et 48/1 du décret, les données d'identification et de contact traitées sont les suivantes :

- numéro de Registre national ;
- identifiant en ligne ;
- nom et prénom ;
- genre ;
- certificat d'authentification de l'eID ;
- date de naissance.

Les données de navigation et de traçabilité comprennent les données suivantes :

- adresse IP qui est attribuée lors de la connexion ;
- dates de création et de modification du compte ;

- lieu de connexion;
- date et heure d'accès;
- pages consultées et type de navigateur (browser) utilisé;
- plate-forme, solution informatique et/ou système d'exploitation installé sur le terminal de l'utilisateur;
- moteur de recherche ainsi que les mots-clés utilisés pour retrouver le site;
- fichiers téléchargés;
- données nécessaires afin d'assurer la sécurité des traitements relatifs aux accès aux solutions informatiques, dès lors que ces données permettent de journaliser les accès et de prévoir les procédures de gestion d'éventuels incidents.

§ 2. Les données décrites au paragraphe 1^{er} sont conservées de manière active dans des espaces de stockage sécurisés via un système d'identification et d'authentification fort, et ce, tant que la personne concernée possède un compte actif.

Lorsqu'un compte est clôturé, les données sont conservées de manière passive pendant 6 mois dans un espace de stockage sécurisé.

Au terme du délai de 6 mois, seules les données nécessaires au respect des obligations légales du responsable du traitement en tant qu'autorité publique ou au regard de ses missions, sont archivées sans précision de limitation de durée dans un espace de stockage sécurisé, sans préjudice des réglementations qui s'appliqueraient.

Par exception, les données relatives aux traces d'accès : date, heure, identifiant du compte, adresse IP, URL appelée, navigateur, OS sont conservées 5 ans à partir du moment où ces données sont générées.

Les cookies ont également des durées de conservation spécifiques.

§ 3. Les personnes concernées par le traitement des données visées au paragraphe 1^{er} sont tenues informées selon les modalités suivantes :

- des clauses informatives sur l'utilisation des données traitées dans le cadre du présent arrêté sont intégrées dans les documents échangés dans le cadre de l'agrément par l'administration ainsi que dans le contenu des solutions informatiques visées au paragraphe 4 des articles 18/1, 21/1, 22/1, 29/2, 30/1, 37/1, 40/1, 44/1 et 48/1 du décret ;
 - les personnes concernées peuvent exercer leurs droits conformément aux articles 12 à 22 du Règlement général sur la protection des données auprès du Délégué à la protection des données désigné par le responsable de traitement.
- ».

Art. 30. L'article 51/1 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE 2 — : *Dispositions transitoires et finales*

Art. 31. Le présent arrêté s'applique aux procédures en cours.

Toutefois, les prises en charge et les subventions déterminées pour l'année 2023 restent régies par les articles 22 et 23, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, tels que rédigés avant l'entrée en vigueur des articles 12 et 13, point 2, du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2023, à l'exception des articles 14, 15, 17 et 20, points 2 et 3, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 33. Le Ministre qui a les maisons de justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 6 avril 2023.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43756]

6 APRIL 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden, gewijzigd het decreet van 1 december 2022, de artikelen 4/1, 18/1, 21/1, 22/1, 26/1, 27/1, 28/1, 29/1, 29/2, 30/1, 37/1, 40/1, 44/1 en 48/1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden;

Gelet op de « gendertest » van 25 oktober 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 november 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 november 2022;

Gelet op het advies nr. 276/2022 de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 december 2022;
 Gelet op het advies van de Partnerschapscommissie van de Gemeenschap, gegeven op 19 januari 2023;
 Gelet op het advies nr. 73.118/2 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
 Op de voordracht van de Minister van Justitiehuisen;
 Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden.*

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van 17 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in 3° worden de woorden « de directie van het algemeen bestuur justitiehuisen » vervangen door de woorden « de administratie van de Regering van de Franse Gemeenschap »;

2. 5° wordt opgeheven;

3. een punt 7°, luidend als volgt, wordt toegevoegd:

« 7° subsidieperiode: periode bedoeld in artikel 33, § 3, van het decreet waarvoor een partner gesubsidieerd wordt binnen een subsidieperiode van drie jaar en waarvan de duur van één tot twee jaar varieert. ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord « acties, » ingevoegd tussen de woorden « de » en « activiteiten »;

2. in paragraaf 1, 5°, wordt het woord « herstel » toegevoegd tussen de woorden “ hulpverlening voor ” en het woord “ communicatie ”.

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « geeft hij kennis van zijn beslissing » vervangen door de woorden « geeft de administratie kennis van de ministeriële beslissing ».

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 8. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari van het jaar volgend op dat van de beslissing van de minister en wordt toegekend tot het einde van de lopende erkenningsperiode van zes jaar. ».

Art. 5. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het woord « acties, » ingevoegd tussen de woorden « de » en « activiteiten ».

Art. 6. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in 2° wordt het woord « actieplan » vervangen door het woord « nalevingsplan »;

2. er wordt een 3° ingevoegd tussen 2° en vorig 3°, dat 4° is geworden, luidend als volgt : « 3° het behoud van de erkenning of het verlenen van een laatste termijn van maximaal zes maanden bedoeld in artikel 28, § 2, van het decreet ; ».

Art. 7. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 31 » vervangen door de woorden « artikel 32 ».

Art. 8. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden « 15 oktober » worden vervangen door de woorden « 1 oktober »;

2. de woorden « de betrokken erkenningsperiode » worden vervangen door de woorden « de subsidie of de betrokken subsidieperiode ».

Art. 9. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 19. § 1. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om subsidiëring de volgende gegevens bevatten:

1° voor de eerste subsidieperiode van drie jaar: een financieel plan voor de financiering van de subsidieperiode van drie jaar en waaruit het verband blijkt tussen de aangevraagde subsidie en het gebruik dat ervan zal worden gemaakt in het kader van de uitvoering van de gevraagde prestaties, evenals het jaarlijkse aantal begeleidingen dat de partner wenst uit te voeren;

2° voor de tweede subsidieperiode van drie jaar: het jaarlijkse aantal begeleidingen dat de partner wenst uit te voeren.

§ 2. De subsidieaanvraag die voor het eerst wordt ingediend voor de tweede subsidieperiode van drie jaar of tijdens deze periode moet, om ontvankelijk te zijn, het jaarlijks aantal begeleidingen bevatten dat de partner wenst uit te voeren en het financieel plan bedoeld in paragraaf 1, 1°.

§ 3. Onverminderd paragrafen 1, 1°, en 2, moeten de commissies voor rechtsbijstand bij de indiening van hun subsidieaanvraag voor de eerste subsidieperiode van drie jaar of voor het eerst voor de tweede subsidieperiode van drie jaar of in de loop daarvan, op straffe van niet-ontvankelijkheid, aantonen dat zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 18, met uitzondering van punt 9°, van het decreet. ».

Art. 10. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 20. § 1. De administratie stelt aan de partner een jaarlijkse doelstelling van begeleidingen per prestatie in elk betrokken gerechtelijk arrondissement voor elke subsidieaanvraag die wordt ingediend voor:

1° de eerste subsidieperiode van drie jaar;

2° elke subsidieperiode binnen de eerste subsidieperiode van drie jaar;

3° elke subsidieaanvraag die voor het eerst wordt ingediend voor of tijdens de tweede subsidieperiode van drie jaar.

In het voorstel van de administratie wordt rekening gehouden met het jaarlijkse aantal begeleidingen in de subsidieaanvraag en met de driejaarlijkse analyse bedoeld in artikel 32 van het decreet.

In afwijking van het tweede lid houdt de administratie voor de subsidieperiode van drie jaar vanaf 1 januari 2024 in haar voorstel rekening met het jaarlijkse aantal begeleidingen waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, de door de partner ingediende activiteitenverslagen en alle informatie waarover de administratie beschikt met betrekking tot de aangeboden opdrachten en de behoeften van de rechtzoekenden in het betrokken gerechtelijk arrondissement.

De partner heeft vanaf de kennisgeving van het voorstel tien werkdagen om opmerkingen te maken.

De minister stelt op basis van het voorstel van de administratie en eventuele opmerkingen van de partner het jaarlijkse subsidiebedrag en de jaarlijkse doelstelling van begeleidingen vast voor de gevallen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

§ 2. Voor de tweede subsidieperiode van drie jaar, met uitzondering van de partners bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, zendt de administratie de aanvragen van de partners aan de minister, samen met een gedetailleerd advies over de jaarlijkse doelstelling van begeleidingen.

In dit advies wordt met name rekening gehouden met:

- het jaarlijkse aantal begeleidingen dat in de aanvraag van de partner is opgenomen;
- de driejaarlijkse analyse bedoeld in artikel 32 van het decreet;
- een analyse van de verzamelde en gecontextualiseerde elementen bij de opvolging van de begeleiding, zoals bepaald in afdeling 4;
- de jaarverslagen die de partner gedurende de eerste subsidieperiode van drie jaar heeft ingediend.

De minister stelt het jaarlijkse subsidiebedrag vast op basis van de jaarlijkse doelstellingen van begeleidingen bepaald overeenkomstig artikel 33. ».

Art. 11. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. De minister beslist over de subsidieaanvraag en deelt zijn beslissing uiterlijk op 15 december voorafgaand aan de betrokken subsidieperiode van drie jaar of de betrokken subsidieperiode aan de partner mee.

De subsidie gaat in op 1 januari van het jaar volgend op dat van het in het eerste lid bedoelde beslissing van de minister. ».

Art. 12. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 22. § 1. De uitvoering van een opdracht bestaat uit prestaties, die elk verschillende fasen omvatten:

- 1° de voorbereidende fase;
- 2° de activeringsfase;
- 3° de uitvoeringsfase;
- 4° de slotfase.

De minister bepaalt naar gelang van de betrokken rechtzoekende de te verrichten prestaties of de wijze waarop elke opdracht wordt uitgevoerd, alsmede de inhoud van elke fase, bedoeld in het eerste lid, voor elke prestatie.

§ 2. Een begeleiding wordt meegeteld vanaf de activeringsfase bedoeld in paragraaf 1. ».

Art. 13. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het eerste lid wordt vervangen als volgt: « De eenheidssubsidie toegekend per begeleiding wordt door de minister zodanig vastgesteld dat de kosten bedoeld in artikel 31, derde lid van het decreet, per elke prestatie, gedekt kunnen worden die de partner moet maken voor de uitvoering van de opdrachten waarvoor hij is erkend of de daaraan verbonden verplichtingen. »;

2. in het tweede lid wordt het woord « december » vervangen door het woord « augustus ».

Art. 14. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 31 » vervangen door de woorden « artikel 32 ».

Art. 17. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden « driejarige erkenningsperiode » vervangen door de woorden « driejarige subsidieperiode ».

Art. 19. Artikel 33 van het besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. Uiterlijk op 15 december van het laatste jaar van de eerste driejarige subsidieperiode stelt de minister de jaarlijkse doelstelling van begeleidingen voor de tweede driejarige subsidieperiode vast, inzonderheid op basis van:

- 1° de aanvraag van de partner;
- 2° het omstandig advies van de administratie bedoeld in artikel 20, § 2, van dit besluit;
- 3° de analyse van de verzamelde en gecontextualiseerde elementen bij de opvolging van de begeleiding, zoals bedoeld in deze afdeling;
- 4° de jaarverslagen die de partner gedurende de eerste subsidieperiode van drie jaar heeft ingediend;
- 5° de driejaarlijkse analyse bedoeld in artikel 32 van het decreet. ».

Art. 20. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid, 4^o, wordt in de Franse tekst het woord « judiciaires » toegevoegd na de woorden « au suivi des décisions » ;
2. in het eerste lid, 6^o, wordt het woord « herstel » toegevoegd tussen het woord “hulpverlening” en het woord “communicatie” ;
3. in het tweede lid wordt het woord « zes » vervangen door het woord « drie »;
4. er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt: « Aan de minister wordt delegatie verleend om de leden van de Partnerschapscommissie van de Gemeenschap te benoemen. ».

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 7/1 ingevoegd, luidend als volgt « Verwerking van persoonsgegevens ».

Art. 22. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd door artikel 21 van dit besluit wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 50/1. § 1. Ter uitvoering van de artikelen 18/1, § 1, 26/1, 27/1, 28/1 en 29/1 van het decreet en in het kader van de toepassing van de artikelen 2 tot 7, zijn de gegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende:

1^o contactpersoon(en) van de partner voor de erkenning:

- naam en voornaam;
- e-mailadres;
- telefoonnummer;
- ambt;

2^o persoon(en) lid van het beheersorgaan of het bestuursorgaan van de partner:

- naam en voornaam;
- ambt ;

3^o persoon (en) lid van het personeel van de partner:

- naam en voornaam;
- ambt;
- kwalificaties;
- anciënniteit;
- baremaschaal;
- uitgevoerde opdrachten en taken;
- diploma;
- beroepservaring.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden 10 jaar bewaard. ».

Art. 23. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd bij artikel 21 van dit besluit, wordt een artikel 50/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 50/2. Ter uitvoering van § 1 van artikel 21/1 van het decreet en in het kader van de toepassing van artikel 14, § 1, zijn de gegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende :

1^o verantwoordelijk(en):

- naam en voornaam;
- e-mailadres;

2^o de rechtzoekenden:

- enig dossiernummer;
- postcode of gemeente van de verblijfplaats;
- geboortejaar;
- behoefte aan een tolk;
- band met andere rechtzoekenden;
- strafinrichting of inrichting tot bescherming van de maatschappij voor opgesloten daders;
- jaar van gevangenisstraf;
- gender;
- soort gepleegd misdrijf;
- soort geweld dat het slachtoffer heeft ondergaan;
- jaar van de feiten;
- uitgesproken straf of maatregel;
- datum van de rechterlijke beslissing;
- justitiehuis waar de rechtzoekende eventueel opgevolgd wordt;
- soort gevraagde hulpverlening;
- reden voor beëindiging van de begeleiding.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden 13 jaar bewaard. ».

Art. 24. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd bij artikel 21 van dit besluit wordt een artikel 50/3 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 50/3. Ter uitvoering van § 1 van artikel 22/1 van het decreet en in het kader van de toepassing van artikel 14, § 2, zijn de gegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende:

1° het personeelslid of de personeelsleden:

- naam en voornaam;
- ambt;
- statuut (voltijds equivalent of andere);
- diploma;
- gevolgde opleiding(en) in het kader van de uitvoering van de opdrachten;
- begin- en einddatum van het contract;
- geleverde prestaties;
- onderbrekingsperiode;
- financieringsbron(nen);
- geldelijke anciënniteit;

2° de rechtzoekenden:

- specifieke problemen en behoeften.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden 10 jaar bewaard. ».

Art. 25. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd door artikel 21 van dit besluit wordt een artikel 50/4 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 50/4. § 1. Ter uitvoering van § 1 van artikel 29/2 van het decreet en in het kader van de toepassing van de artikelen 11, 12 en 16, zijn de gegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende:

1° contactpersoon(en) van de partner voor de erkenning:

- naam en voornaam;
- e-mailadres;
- telefoonnummer;
- ambt;

2° persoon of personen van het personeel van de partner:

- naam en voornaam;
- ambt;
- kwalificaties;
- anciënniteit;
- baremaschaal.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden 10 jaar bewaard. ».

Art. 26. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd bij artikel 21 van dit besluit, wordt een artikel 50/5 ingevoegd als volgt:

« Art. 50/5. § 1. Ter uitvoering van § 1 van artikel 30/1 van het decreet en in het kader van de toepassing van de artikelen 18 tot 20, zijn de gegevens verwerkt over de persoon die bevoegd is om de partner te vertegenwoordigen de volgende:

- naam en voornaam;
- e-mailadres;
- telefoonnummer;
- functie.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden 13 jaar bewaard. ».

Art. 27. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd bij artikel 21 van dit besluit wordt een artikel 50/6 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 50/6. § 1. Ter uitvoering van § 1 van artikel 37/1 van het decreet en in het kader van de toepassing van artikel 34, zijn de gegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende:

1° verantwoordelijke(en):

- naam en voornaam;
- e-mailadres;
- telefoonnummer;

2° rechtzoekenden:

- enig dossiernummer;
- postcode of gemeente van de verblijfplaats;
- geboortejaar;
- behoefte aan een tolk;
- band met andere rechtzoekenden;
- stafinrichting of tot bescherming van de maatschappij voor opgesloten daders;

- jaar van gevangenisstraf;
- gender;
- soort gepleegd misdrijf;
- soort geweld dat het slachtoffer heeft ondergaan;
- jaar van de feiten;
- uitgesproken straf of maatregel;
- datum van de rechterlijke beslissing;
- justitiehuis waar de rechtzoekende eventueel opgevolgd wordt;
- soort gevraagde hulpverlening;
- reden voor beëindiging van de begeleiding.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden 13 jaar bewaard. ».

Art. 28. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd bij artikel 21 van dit besluit wordt een artikel 50/7 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 50/7. § 1. Ter uitvoering van § 1 van de artikelen 40/1, 44/1 en 48/1 van het decreet zijn de verwerkte gegevens de volgende:

- naam en voornaam;
- e-mailadres;
- telefoonnummer.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden bewaard gedurende een periode die gelijk is aan de duur van het mandaat van elke persoon aangesteld met toepassing van de artikelen 41, 45 en 49 van het decreet. ».

Art. 29. In hoofdstuk 7/1, ingevoerd bij artikel 21 van dit besluit wordt een artikel 50/8 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 50/8. § 1. Ter uitvoering van paragraaf 2 van de artikelen 18/1, 21/1, 22/1, 29/2, 30/1, 37/1, 40/1, 44/1 en 48/1 van het decreet zijn de verwerkte identificatie- en contactgegevens de volgende:

- Rijksregisternummer;
- online login;
- naam en voornaam;
- gender;
- eID-authenticatiecertificaat;
- geboortedatum.

De navigatie- en opvolgingsgegevens omvatten de volgende gegevens:

- IP-adres dat bij de verbinding wordt toegewezen;
- data van creatie en wijziging van de rekening;
- plaats van verbinding;
- datum en tijdstip van toegang;
- geraadpleegde pagina's en het gebruikte type browser;
- platform, computeroplossing en/of besturingssysteem dat op de terminal van de gebruiker is geïnstalleerd;
- zoekmachine en de gebruikte sleutelwoorden om de site te vinden;
- gedownloadte bestanden;

- gegevens die nodig zijn om de veiligheid van de verwerking in verband met de toegang tot IT-oplossingen te waarborgen, voor zover deze gegevens het mogelijk maken de toegang te registreren en te voorzien in procedures voor het beheer van eventuele incidenten.

§ 2. De gegevens beschreven in paragraaf 1 worden actief bewaard in beveiligde opslagruimten via een sterk identificatie- en authenticatiesysteem, zolang de betrokkene een actieve rekening heeft.

Wanneer een rekening wordt gesloten, worden de gegevens gedurende 6 maanden passief bewaard in een beveiligde opslagruimte.

Na afloop van de periode van 6 maanden worden alleen de gegevens die nodig zijn om te voldoen aan de wettelijke verplichtingen van de voor de verwerking verantwoordelijke als overheidsinstantie of met betrekking tot zijn opdrachten, zonder beperking in de tijd gearhiveerd in een beveiligde opslagruimte, onverminderd de eventueel toepasselijke regelgevingen.

Bij wijze van uitzondering worden de gegevens met betrekking tot toegangssporen: datum, tijd, login van de rekening, IP-adres, opgeroepen URL, browser, OS, gedurende 5 jaar bewaard vanaf het moment dat deze gegevens worden gegenereerd.

Cookies hebben ook specifieke bewaartermijnen.

§ 3. De personen op wie de verwerking van de gegevens bedoeld in paragraaf 1 betrekking heeft, worden op de volgende wijze geïnformeerd:

- informatieclausules over het gebruik van de gegevens verwerkt in het kader van dit besluit worden opgenomen in de documenten die worden uitgewisseld in het kader van de erkenning door de administratie en in de inhoud van de IT-oplossingen bedoeld in paragraaf 4 van de artikelen 18/1, 21/1, 22/1, 29/2, 30/1, 37/1, 40/1, 44/1 en 48/1 van het decreet;

- de betrokken personen kunnen hun rechten uitoefenen overeenkomstig de artikelen 12 tot en met 22 van de algemene verordening gegevensbescherming bij de ambtenaar voor gegevensbescherming aangesteld door de verantwoordelijke voor de verwerking. ».

Art. 30. Artikel 51/1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2 — : *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Dit besluit is van toepassing op de lopende procedures.

De voor het jaar 2023 vastgestelde opnames en subsidies blijven evenwel geregeld door de artikelen 22 en 23, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan onderzoekenden, zoals opgesteld vóór de inwerkingtreding van de artikelen 12 en 13, punt 2, van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2023, met uitzondering van de artikelen 14, 15, 17 en 20, punten 2 en 3, die op 1 januari 2024 in werking treden.

Art. 33. De Minister bevoegd voor Justitiehuisen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 april 2023.

Voor de Regering,
De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Sport, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44743]

1^{er} JUIN 2023. — **Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les élections communales et provinciales (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L2212-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par les décrets des 13 octobre 2011 et 25 janvier 2018, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 2. Dans l'article L2212-13 du même Code, modifié par le décret du 16 mai 2013, et dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le deuxième vendredi qui suit le jour de l'élection, à 14 heures » sont remplacés par les mots « le premier vendredi du mois de décembre qui suit les élections »;

2° à l'alinéa 2, le mot « deuxième » est remplacé par le mot « premier »;

3° à l'alinéa 3, les mots « la vérification des pouvoirs et » sont abrogés; 4° l'article est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. L'élu qui, au jour de son installation, ne remplit pas les conditions d'éligibilité, ne peut pas être appelé à prêter serment.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de l'absence de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

§ 3. Le membre du conseil qui perd l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de la perte de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal. ».

Art. 3. Dans l'article L2212-74, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 26 avril 2012, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 4. Dans l'article L4111-1, alinéa 4, du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2017, le mot « votes » est remplacé par le mot « vote ».

Art. 5. Dans l'article L4111-3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « Les élections sont soumises à validation » sont remplacés par les mots « Les élections sont validées ».

Art. 6. Dans l'article L4112-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « On entend par électorat » sont remplacés par les mots « L'électorat est »;

2° au paragraphe 3, les mots « les conditions définies à l'article L4121-1, § 1^{er}, du Titre II du présent Code » sont remplacés par les mots « les conditions définies à l'article L4121-1 ».